

### □ Activités réglementées

Toute personne de nationalité étrangère qui souhaite créer une entreprise, sous quelque forme que ce soit, en France, doit au préalable vérifier qu'elle est en droit d'exercer cette activité car :

- l'accès à certaines activités est réservé aux Français, aux ressortissants des États membres de l'Espace économique européen ou d'un pays ayant signé avec la France un accord de réciprocité ;
- plusieurs activités nécessitent, pour être exercées, des conditions de diplôme ou d'expérience professionnelle voire l'obtention d'une autorisation ou d'un titre délivré(e) par une autorité administrative.

### □ Formalités préalables à l'exercice de l'activité

Les dispositions relatives aux conditions d'exercice d'une profession commerciale, industrielle ou artisanale par un étranger sont différentes selon que ce dernier souhaite ou non résider sur le territoire français.

#### □ DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ÉTRANGER QUI SOUHAITE RÉSIDER EN FRANCE

L'étranger qui vient exercer une profession commerciale, industrielle ou artisanale sur le territoire national doit demander une carte de séjour temporaire autorisant l'exercice d'une activité professionnelle.

Remarque : les ressortissants de l'Union européenne, de la Confédération suisse, de la Norvège, du Liechtenstein et de l'Islande peuvent librement exercer une activité professionnelle et établir leur résidence en France sans être détenteurs d'un titre de séjour. En revanche, ils doivent se faire enregistrer en mairie dans les trois mois de leur arrivée.

La carte délivrée porte la mention de la profession que le titulaire entend exercer.

#### □ DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ÉTRANGER QUI NE SOUHAITE PAS RÉSIDER EN FRANCE

L'étranger qui exerce sur le territoire français, sans y résider, une profession commerciale, industrielle ou artisanale, dans des conditions rendant nécessaires son inscription ou sa mention au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, doit en faire la déclaration au préfet du département dans lequel il envisage d'exercer la première fois son activité.

#### Remarques :

- le texte prévoit expressément que les ressortissants des États membres de l'Union européenne, des autres États parties à l'accord sur l'Espace économique européen (Norvège, Liechtenstein et Islande) ou de la Confédération suisse seront dispensés de cette déclaration ;

- en revanche, l'exemption accordée en 2003 aux ressortissants des autres pays membres de l'OCDE (Australie, Canada, Corée, États-Unis, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande et Turquie) n'ayant pas été reprise, ces derniers seront soumis à déclaration.

La déclaration peut être soit déposée en préfecture par l'étranger lui-même, soit effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle est accompagnée :

- des indications relatives à l'état civil du déclarant ;
- de la copie de l'extrait du casier judiciaire ou de toute autre pièce similaire du pays dont il est ressortissant ;
- d'une copie des statuts de la société.

Si le dossier est complet, le préfet remet un récépissé de déclaration mentionnant l'identité du déclarant et le statut sous couvert duquel il exerce son activité (entreprise individuelle ou société) ainsi que la dénomination, l'adresse et l'activité de l'établissement.

## □ Régime des investissements étrangers

Les relations financières entre la France et l'étranger sont réglementées par le Code monétaire et financier.

La réglementation des investissements étrangers en France comprend trois régimes distincts :

- les investissements soumis à autorisation préalable ;
- les investissements soumis à déclaration administrative ;
- les investissements soumis à déclaration statistique.

**Remarque** : avant la réalisation d'un investissement, il est possible de saisir le ministre chargé de l'Économie d'une demande écrite aux fins de savoir si le projet est soumis à une procédure d'autorisation. Le ministre répond dans un délai de deux mois. Cependant, l'absence de réponse ne vaut pas dispense de demande d'autorisation.

Sont soumis à autorisation préalable les investissements étrangers réalisés en France pour une activité qui, même à titre occasionnel, participe à l'exercice de l'autorité publique ou relève de l'un des domaines suivants :

- activités de nature à porter atteinte à l'ordre public, à la sécurité publique ou aux intérêts de la défense nationale ;
- activités de recherche, de production ou de commercialisation d'armes, de munitions, de poudres et substances explosives.

**Attention** : il est désormais nécessaire de faire une distinction selon que l'investissement provient d'un pays tiers ou d'un État membre de l'Union européenne.

Toutes les formalités relatives aux investissements étrangers doivent étre accomplies auprès de la Direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - Bureau D - 139, rue de Bercy - 75572 Paris Cedex 12 –

Tél. : 01.44.87.17.17. - Site Internet : [www.minefi.gouv.fr](http://www.minefi.gouv.fr).

La personne physique étrangère qui souhaite exercer une activité peut créer une entreprise individuelle ou une société commerciale.

La personne morale étrangère qui souhaite s'implanter en France peut, quant à elle, créer :

- soit un bureau de liaison ;
- soit une succursale ;
- soit une filiale.

Le choix entre ces trois structures dépend de l'objectif de la société étrangère. En effet, le domaine d'intervention et les formalités d'implantation ne sont pas les mêmes selon la forme juridique adoptée.

□ Si l'entreprise étrangère fait une étude de marché simplement sur le territoire français, elle peut se contenter d'ouvrir un bureau de représentation ou de liaison dont l'activité se limite, en principe, à la simple recherche ou fourniture d'informations techniques et tarifaires. Le bureau de liaison n'a pas d'activité commerciale.

L'immatriculation au RCS n'est pas exigée, les sociétés étrangères peuvent se limiter à une inscription auprès de l'INSEE, au répertoire national des entreprises et des établissements. En pratique, toutefois, de nombreux bureaux de liaison se transforment progressivement en véritables succursales et se livrent, pour le compte de la société étrangère, à l'accomplissement d'actes de commerce. C'est pourquoi certains greffes procèdent à leur immatriculation dès leur création.

Par ailleurs, cette structure n'est pas soumise à la procédure d'autorisation des investissements étrangers en France et n'est pas considérée comme une entité fiscalement imposable.

Le responsable du bureau de représentation ou de liaison est généralement salarié de l'entreprise étrangère. À moins qu'il ne soit détaché en France par cette entreprise (*et qu'ainsi le régime de protection sociale de son pays d'origine lui reste applicable*), il relève du régime général de la Sécurité sociale française. En pratique, l'ensemble des formalités d'immatriculation, de déclaration et de versement des cotisations auprès des diverses caisses lui incombe. Il peut également s'agir d'un mandataire.

□ En revanche, si l'entreprise étrangère envisage de s'installer en France pour y exercer une activité commerciale, elle peut opter pour deux types d'établissements soumis à l'immatriculation au RCS :

- **la filiale** est une véritable société de droit français, dotée de la personnalité morale (*ce qui lui permet de traiter les affaires en son nom propre*), dont plus de la moitié du capital est détenue par la société mère. Elle est soumise à la réglementation française pour les formes juridiques possibles et leurs conséquences fiscales et sociales, le local commercial et les formalités (*immatriculation, etc.*) ;

- **la succursale** gère un fonds de commerce distinct de l'établissement principal par son installation et son organisation matérielle propre. Cependant, cette structure n'a pas la personnalité juridique et donc ne dispose pas d'autonomie patrimoniale. L'« agence » est synonyme de « succursale », mais représente, en général, un établissement de moindre importance, (*structures matérielles plus légères ou pouvoirs limités de sa direction*).

L'entreprise étrangère qui crée une succursale ou une agence doit déposer deux copies certifiées conformes de ses statuts traduits en français et procéder, dans les quinze jours à compter de son ouverture, à son immatriculation et à l'ensemble des formalités juridiques, administratives, fiscales et sociales (*en cas d'embauche de salariés*) incombant aux commerçants

auprès du centre de formalités des entreprises. Le responsable de la succursale est le plus souvent salarié de l'entreprise étrangère, mais cela peut également être un mandataire.

L'installation en France d'une succursale ou d'une agence étrangère, bien que considérée comme un investissement étranger, est dispensée de déclaration et d'autorisation préalable.

La filiale et la succursale disposent de la personnalité fiscale et seront traitées comme des entreprises françaises, soumises à l'impôt sur les sociétés. Une convention signée par la France et l'État d'origine de la société mère peut aménager le régime fiscal, afin d'éviter la double imposition des bénéfices.

**En cas d'embauche de salariés, le responsable du bureau de représentation ou de liaison, de la filiale ou de la succursale doit respecter l'ensemble des formalités incombant aux employeurs.**

**Avertissement :** Le document ci-dessus a été téléchargé sur le site Inforeg-CCIP en mars 2008 et correspond à la législation en vigueur et à l'état du document à cette date. Inforeg procède régulièrement à la mise à jour de sa documentation en ligne. Si vous souhaitez avoir connaissance des informations les plus récentes, reportez-vous au site <http://www.inforeg.ccip.fr>

# ACTIVITÉS

## COMPREHENSION ECRITE

### EXERCICE 1

**Êtes-vous concerné(e) par une autorisation préalable ? Si vous ne trouvez pas la réponse, faites une recherche sur Internet.**

1. Vous êtes irlandais et souhaitez monter une entreprise à Bergerac. Êtes-vous soumis(e) à l'obligation de demander une autorisation préalable ?
2. Vous êtes suédois et vous souhaitez exercer la profession de commissaire de police ? Est-ce possible ?
3. Vous êtes polonais, plombier et souhaitez exercer votre activité en France. En avez-vous le droit ?
4. Vous êtes libanais et vous souhaitez exercer la profession de médecin. Est-ce possible et si oui, à quelles conditions ?

### EXERCICE 2

**Êtes-vous bien informé(e) ? Justifiez votre réponse à la base d'une information trouvée dans le document.**

1. Vous êtes allemand, vous voulez ouvrir un magasin de produits de beauté à Strasbourg mais vous souhaitez continuer à habiter dans votre village natal sur la rive droite du Rhin. Or, étant donné que vous passez la majeure partie de la journée en France, vous pensez devoir, comme les ressortissants de l'Union européenne qui travaillent en France, faire une déclaration préalable à la préfecture du Bas-Rhin.
2. Vous êtes mexicain et vous souhaitez créer en France une entreprise de fabrication de tuyaux sans vous y installer. Vous devez au préalable venir en France pour effectuer personnellement la déclaration concernant la création de l'entreprise auprès des services compétents de la préfecture du département dans lequel l'entreprise fonctionnera.
3. Vous êtes portugais et avez des projets identiques à celui du Mexicain du point 2. Vous ne devez pas, comme c'est le cas pour lui, accompagner votre déclaration de pièces complémentaires.
4. Avant d'effectuer un investissement en France, il est souhaitable de faire une demande écrite auprès du ministère de l'Économie.

### EXERCICE 3

**Vous êtes chargé(e) de rédiger les réponses aux dix questions les plus fréquemment posées.**

1. Y a-t-il une différence suivant que l'étranger souhaitant fonder une entreprise en France est ressortissant de l'Union européenne ou d'un pays tiers ?

.....

.....

.....

.....

.....

2. Y a-t-il une différence suivant que l'étranger qui fonde une entreprise en France souhaite ou ne souhaite pas y résider ?

.....  
.....  
.....  
.....

3. En quoi consiste la procédure de déclaration ?

.....  
.....  
.....  
.....

4. Quelles sont les règles qui régissent les investissements étrangers en France ?

.....  
.....  
.....  
.....

5. Quels investissements étrangers sont soumis à autorisation préalable ?

.....  
.....  
.....  
.....

6. Quels cadres juridiques peuvent encadrer les activités réalisées par un citoyen étranger ?

.....  
.....  
.....  
.....

7. Une entreprise enregistrée dans un pays étranger avec un statut de personne morale peut-elle créer en France une entreprise individuelle ?

.....  
.....  
.....  
.....

8. Quelles sont les contraintes associées à l'ouverture d'un bureau de liaison ?

.....  
.....  
.....  
.....

9. Quelles sont les contraintes associées à la création d'une filiale ?

.....  
.....  
.....  
.....



10. Quelles sont les contraintes associées à la création d'une succursale ?

.....

.....

.....

.....

.....

## **ÉTUDE TERMINOLOGIQUE ET PHRASÉOLOGIQUE**

### **EXERCICE 4**

**Retrouvez dans le document les mots correspondant aux définitions suivantes en les remplaçant dans leur contexte.**

1. Personne originaire d'un pays étranger et qui dépend de la législation de ce pays.
2. Accord dont les dispositions s'appliquent aux deux signataires.
3. Permis de résidence d'une durée limitée dans le temps.
4. Institution qui centralise un certain nombre d'informations concernant les entreprises et les sociétés.
5. Document officiel attestant des nom, prénoms, date de naissance et nationalité d'un individu.
6. Document qui renseigne sur le fait qu'une personne a ou non fait l'objet d'une condamnation pénale.
7. Document attestant qu'une démarche administrative a bien été effectuée.
8. Investissement étranger qui ne peut être effectué qu'après en avoir demandé l'autorisation au service compétent du ministère de l'Économie.
9. Investissement étranger pour lequel une déclaration doit être effectuée auprès des services compétents du ministère de l'Économie.
10. Investissement étranger pour lequel une déclaration statistique doit être effectuée auprès de la Banque de France.
11. Structure qui permet de prospecter un marché, d'établir des contacts, de recueillir des informations, voire d'assurer la publicité et la promotion de la société étrangère.
12. Émanation de la société mère sur le territoire national de la France qui ne possède pas la personnalité juridique.
13. Société de droit français à part entière qui a pour actionnaire majoritaire une société étrangère.
14. Personne qui reçoit d'une personne physique ou morale la mission de faire un ou des actes juridiques en son nom et pour son compte.

### **EXERCICE 5**

**Trouvez dans le document l'équivalent des expressions suivantes.**

1. quelle qu'en soit la forme juridique
2. le cadre juridique dans lequel un métier doit être exercé
3. la réglementation à laquelle est soumise une personne qui n'a pas la nationalité française
4. s'installer en France
5. avoir un permis de séjour
6. pratiquer un métier
7. de manière formelle et claire
8. les autres États ayant signé l'accord sur...

9. la dispense dont bénéficiaient les États membres de l'OCDE
10. la procédure de déclaration est obligatoire

## EXERCICE 6

Trouvez dans le document l'équivalent des phrases suivantes.

1. Le préfet remet un récépissé de déclaration mentionnant dans quel cadre juridique la personne effectue son activité professionnelle.
2. La législation prévoit trois cadres de fonctionnement des investissements étrangers.
3. On peut s'adresser au ministère de l'Économie pour savoir si le projet est soumis à une procédure d'autorisation.
4. Si vous ne recevez pas de réponse, cela ne veut pas dire que vous êtes exempté de demande d'autorisation.
5. Sont soumis à autorisation préalable les investissements étrangers réalisés en France pour des activités susceptibles de perturber l'ordre public.
6. On doit maintenant faire la différence entre les investissements provenant d'un pays tiers et ceux provenant d'un État membre de l'Union européenne.
7. Cette structure n'est pas soumise à l'impôt en France.
8. Il doit verser ses cotisations sociales en France.
9. La personnalité juridique permet à la filiale de gérer ses activités comme une entreprise indépendante.
10. L'entreprise étrangère doit fournir deux exemplaires certifiés conformes de ses statuts.
11. Le responsable de la filiale doit appliquer toutes les dispositions devant être respectées par les employeurs.

## EXERCICE 7

Trouvez dans le document les synonymes des verbes suivants.

1. faire une obligation de...	
2. accorder	
3. habiter	
4. exempter de...	
5. faire (une déclaration)	
6. appartenir à...	
7. choisir un statut	
8. exercer des activités	
9. être du domaine de compétence de...	
10. faire le choix de...	
11. jouir de...	
12. avoir du temps pour...	

## EXERCICE 8

Trouvez dans le document les synonymes des noms suivants.

1. les règles	5. la réalisation
2. le nom	6. le système (de protection sociale)
3. la différence	7. l'inscription
4. l'installation	8. le patron

## EXERCICE 9

Trouvez dans le document les verbes correspondant aux noms suivants et insérez-les dans un contexte (une ou plusieurs phrases.)

1. l'exercice	5. la soumission
2. la déclaration	6. la procédure
3. le détachement	7. la dispense
4. la détention	8. la disposition

## EXERCICE 10

Trouvez dans le document les noms correspondant aux verbes suivants et insérez-les dans un contexte (une ou plusieurs phrases.)

1. accéder à...	4. intervenir
2. obtenir	5. verser
3. mentionner	6. déposer

## EXPRESSION ÉCRITE ET ORALE

### EXERCICE 11

Réalisez (seul(e) ou à plusieurs) des documents plus courts intitulés :

- *Implanter une entreprise étrangère en France en dix questions-réponses.*
  - *Comment implanter une entreprise étrangère en France en ... (indiquez le nombre) points.*
  - *Le statut des employés d'une entreprise étrangère en France.*
- Etc.

1. Réalisez un document en style télégraphique (type brochure)
2. Écrivez un texte reprenant les différents points (type article sur Internet)

### EXERCICE 12

Un étranger se renseigne pour implanter une entreprise en France.

Imaginez les trois cas de figure :

- un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne
- un ressortissant suisse
- un ressortissant équatorien



### EXERCICE 13

**Vous êtes inspecteur du travail et vous effectuez un contrôle dans une entreprise gérée par un ressortissant n'ayant pas la nationalité française.**

Avant de commencer :

- l'inspecteur du travail prépare ses questions ;
- le chef d'entreprise invente une « situation » d'entreprise gérée par un étranger.

Plusieurs groupes travaillent simultanément :

- certaines situations sont en règle ;
- certaines situations ne le sont pas et l'inspecteur du travail informe le chef d'entreprise des démarches à effectuer.

### EXERCICE 14

**L'inspecteur rédige à l'intention de son administration départementale un rapport sur le contrôle qu'il a effectué.**

**Le chef d'entreprise écrit un courrier informant la maison mère du contrôle subi.**

Pour les deux types d'écrits, respecter les rituels de composition.

## CORRIGE DES EXERCICES

### EXERCICE 1

1. Cela dépend du type d'activité que vous souhaitez exercer – 2. Non. Les professions liées à la sécurité sont réservées à des agents de nationalité française. – 3. Etant ressortissant de l'Union européenne oui, sauf si la profession de plombier est soumise à autorisation préalable. – 4. Oui. Vous devez produire votre diplôme libanais de médecin et demander une autorisation préalable.

### EXERCICE 2

1. Faux : Cette disposition est valable uniquement pour les ressortissants d'autres pays que ceux membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen. – 2. Faux : Cette déclaration peut être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception. – 3. Vrai : Seuls les ressortissants de pays autres que ceux membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen sont tenus de produire les documents d'état civil du déclarant, un extrait de casier judiciaire, une copie des statuts de la société. – 4. Vrai si l'investisseur ne sait pas de quelle catégorie relève l'investissement qu'il projette de faire. Dans le cas contraire, il doit effectuer les démarches relatives à la catégorie d'investissement dont son projet relève.

### EXERCICE 3

1. Oui. Les ressortissants des pays membres de l'Union européenne bénéficient de très nombreuses facilités au titre de la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux. A noter que certains de ces avantages concernent également les pays membres de l'Espace économique européen ainsi que la Suisse. – 2. Oui. Si l'étranger souhaite résider en France, il doit faire une déclaration de résidence dans un délai de trois mois s'il est ressortissant de l'UE ou de l'EEE, demander un permis de séjour s'il est ressortissant d'un pays tiers, sauf accord

bilatéral spécifique. S'il ne souhaite pas résider en France, la même distinction reste valable. Les ressortissants de l'UE et de l'EEE sont dispensés de toute déclaration à la préfecture du département où sera installée l'entreprise. Les ressortissants d'autres pays doivent effectuer cette déclaration qui doit être accompagnée de pièces complémentaires. – 3. Une déclaration doit être effectuée à la préfecture du département sur le territoire duquel l'activité doit être exercée et être accompagnée d'un document d'état civil du créateur de l'entreprise, d'un extrait de son casier judiciaire, des statuts de l'entreprise. Celle-ci peut être effectuée personnellement ou par lettre recommandée avec accusé de réception. – 4. Elles diffèrent suivant les types d'investissements (investissements soumis à autorisation préalable, à déclaration administrative, à déclaration statistique). Pour éviter les difficultés, se renseigner auprès de la Direction du Trésor du ministère de l'Économie. – 5. Sont soumis à autorisation préalable tous les investissements étrangers visant à exercer une forme d'autorité publique ou relevant des cas suivants : activités risquant de porter atteinte à la sécurité publique, à la défense nationale, activités liées à la production d'armes et de matériaux explosifs. – 6. Un citoyen étranger peut créer soit une entreprise individuelle, soit une société commerciale. – 7. Non. Elle doit créer un bureau de liaison, une succursale ou une filiale. – 8. Un bureau de liaison ne doit pas s'immatriculer au RCS mais seulement à l'INSEE. Il n'est pas soumis à autorisation pour ses investissements et n'est pas considéré en France comme une entité fiscale. – 9. Une filiale doit être une société de droit français qui possède la personnalité morale et dont plus de la moitié du capital appartient à la société mère. Elle doit posséder aussi la personnalité fiscale et est à ce titre soumise à l'impôt sur les sociétés, sauf existence d'une convention bilatérale. – 10. Une succursale est une société qui n'a pas la personnalité juridique et ne dispose pas d'autonomie patrimoniale. Elle doit déposer ses statuts et effectuer les formalités auprès du centre de formalités des entreprises. Elle dispose par contre de la personnalité fiscale et est soumise à l'impôt sur les sociétés, sauf convention bilatérale visant à éviter la double imposition.

#### **EXERCICE 4**

1. un ressortissant – 2. un accord de réciprocité – 3. une carte de séjour temporaire – 4. le registre du commerce et des sociétés – 5. l'état civil – 6. un extrait de casier judiciaire – 7. un récépissé de déclaration – 8. les investissements soumis à autorisation préalable – 9. les investissements soumis à déclaration administrative – 10. les investissements soumis à déclaration statistique – 11. un bureau de liaison – 12. une succursale – 13. une filiale – 14. un mandataire

#### **EXERCICE 5**

1. sous quelque forme que ce soit – 2. les conditions d'exercice d'une profession – 3. les dispositions applicables à un étranger – 4. établir leur résidence en France – 5. être détenteur d'un titre de séjour – 6. exercer une profession – 7. expressément – 8. les autres États parties à l'accord sur.... – 9. l'exemption accordée aux membres de l'OCDE. – 10. être soumis à déclaration

#### **EXERCICE 6**

1. Le préfet remet un récépissé de déclaration mentionnant le statut sous couvert duquel il exerce son activité. – 2. La réglementation comprend trois régimes distincts d'investissements étrangers. – 3. Il est possible de saisir le ministre chargé de l'Économie aux fins de savoir si le projet est soumis à une procédure d'autorisation. – 4. L'absence de réponse ne vaut pas dispense de demande d'autorisation. – 5. Sont soumis à autorisation préalable les investissements étrangers réalisés en France pour des activités de nature à porter atteinte à l'ordre public. – 6. Il est désormais nécessaire de faire une distinction selon que l'investissement provient d'un pays tiers ou d'un État membre de l'Union européenne. –

7. Cette structure n'est pas considérée comme une entité fiscalement imposable. – 8. Il relève du régime général de la Sécurité sociale française. – 9. La personnalité morale permet à une filiale de traiter les affaires en son nom propre. – 10. L'entreprise étrangère doit déposer deux copies certifiées conformes de ses statuts. – 11. Le responsable de la filiale doit respecter l'ensemble des formalités incombant aux employeurs.

#### **EXERCICE 7**

1. nécessiter – 2. délivrer – 3. résider – 4. dispenser de... – 5. être soumis à... (une déclaration) – 6. relever de... – 7. adopter (une forme juridique) – 8. se livrer à (des activités) – 9. incomber à... – 10. opter pour... – 11. être doté de – 12. disposer de (délai)

#### **EXERCICE 8**

1. les dispositions – 2. la dénomination – 3. la distinction – 4. l'implantation – 5. l'accomplissement – 6. le régime (de protection sociale) – 7. l'immatriculation – 8. l'employeur

#### **EXERCICE 9**

1. exercer – 2. déclarer – 3. détacher – 4. détenir – 5. soumettre/ être soumis à... – 6. procéder à – 7. dispenser/ être dispensé(e) de... – 8. disposer de...

#### **EXERCICE 10**

1. l'accès – 2. l'obtention – 3. la mention – 4. l'intervention – 5. le versement (des cotisations sociales) – 6. le dépôt